



La voix des enfants et des jeunes pour Rio+20

Conférence Internationale de Tunza pour les enfants et les jeunes
Déclaration de Bandung

Le 1^{er} octobre 2011

§ Nous, délégués représentant les 118 pays à la conférence internationale de Tunza pour les enfants et les jeunes, nous unissons nos voix afin de demander aux dirigeants mondiaux d'opter pour un développement durable qui préservera notre Terre et ses habitants pour notre génération et celle à venir. Nous demandons avec instance aux gouvernements de réagir et de ne pas ignorer les requêtes des enfants et des jeunes.

Section 1 : Rio+20 et les promesses faites à notre génération

§2 L'an prochain, nos dirigeants se rencontreront à Rio de Janeiro, au Brésil, dans le but d'évaluer de manière critique nos progrès et d'accélérer le processus vers le développement durable. Une génération séparera « Rio+20 » du sommet mondial de 1992, au cours duquel le monde a reconnu les coûts environnementaux, sociaux et économiques du développement sans limites.

§3 Bien que nous ne fussions pas présents au Sommet de la Terre en 1992, nous savons qu'il a été révélateur. Le développement durable est, par la suite, devenu un élément d'une importance capitale dans la protection de l'environnement et l'éradication de la pauvreté. Nous avons rencontré les jeunes et les enfants qui, prenant la parole à ce Sommet, ont fait appel à la conscience morale de nos dirigeants et des citoyens afin qu'ils agissent.

§4 Nous avons également lu les promesses qui ont été faites et celles qui continuent d'être faites à nous, génération héritière, mais qui ne se réalisent pas. Nos gouvernements ont promis de réduire la pauvreté, la dégradation de notre environnement et l'inégalité. Ils ont promis de mitiger le changement climatique pour assurer la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et la protection de la biodiversité de notre planète. Les entreprises et les multinationales ont promis de réduire leur

impact sur l'environnement, d'adopter des méthodes de production plus écologiques et de compenser leur pollution.

§5 Toutefois, l'avenir de notre planète – notre avenir – est en péril. Les signes alarmants de Rio 1992 sont devenus les réalités auxquelles Rio+20 fait face : la pauvreté, le changement climatique, la pollution et la perte des ressources naturelles sont tous des conséquences de nos actions en développement non durable. Nous sentons, nous comprenons et nous savons que nous ne pouvons pas attendre une autre génération, un Rio+40, avant d'agir.

Section 2 : Ce que nous allons faire

§6 Nous sommes la prochaine génération de décideurs et nous voulons l'action et le changement. Nous prenons donc les engagements qui suivent afin de faire de Rio+ 20 une étape importante du changement.

§7 Faire un lobbying de nos gouvernements afin que les résultats de Rio+20 soient une priorité. Nous identifierons la position de nos gouvernements, nous écouterons leurs engagements et nous leur demanderons de nous rendre des comptes de leurs paroles. Nous exigerons que nos gouvernements, les leaders du secteur privé et de la société civile se rendent au sommet et qu'ils s'engagent à prendre des mesures spécifiques et ambitieuses dès maintenant. Nous demanderons à ce que de nouvelles politiques sur le développement durable, soient créées, et que ces dernières, renforcées par des mécanismes adéquats, aident à l'éradication de la pauvreté.

§8 Adopter 'un style de vie durable et éduquer des communautés locales, incluant les peuples indigènes, ainsi que le partage de connaissances. Toute action commence par l'individu; nous sommes déterminés à réduire nos empreintes écologiques. Nous apprendrons et nous nous encouragerons les uns les autres à devenir des consommateurs responsables en nous servant de tous les outils mis à notre disposition. Cela étant dit, le manque d'éducation fait en sorte que beaucoup de jeunes ne connaissent pas les problèmes environnementaux de base. Nous exigerons que la conscientisation et l'éducation environnementale fassent partie intégrante des programmes dans nos écoles.

§9 Orienter nos actions vers une économie verte . Nous savons que les jeunes entrepreneurs mettent au point de nouvelles approches pour la transition vers l'économie verte. Nous soutiendrons ces professionnels au cours de la création de technologies et de processus durables. Nous demanderons aux institutions scolaires

d'investir dans ces projets. Nous encouragerons les entreprises responsables et nous ferons le lobbying de nos gouvernements afin qu'ils acceptent les lois et qu'ils imposent des taxes plus élevées aux produits qui ne seront pas conformes aux normes environnementales. Nous continuerons de faire de notre vision d'un monde durable, une réalité.

§10 Contribuer aux discussions locales, nationales, régionales et internationales sur le développement durable. Nous exigerons que les enfants et les jeunes soient impliqués à tous les niveaux au processus de prise de décisions. Nous encouragerons les entreprises qui réussiront à développer et à préserver les ressources naturelles pour les générations futures, et nous nous opposerons à tout gouvernement et toute corporation qui faillira au principe. Au moyen de toute opportunité qui se présentera, nous ferons passer notre message qui est de faire en sorte que les dirigeants de Rio+20 mettent en œuvre les recommandations issues de la conférence. Nous demanderons à ce que des actions concrètes, telle que la *World City Forest* initié lors de la conférence internationale de Tunza des enfants et des jeunes de 2011, soient réalisées.

Section 3 : L'importance de l'économie verte pour les enfants et les jeunes

§11 Une économie verte équitable et équilibrée favorise le bien-être des humains, l'équité sociale, les bénéfices économiques et la protection de l'environnement. C'est un cadre intégré de durabilité, comblant les besoins du présent tout en assurant ceux des générations à venir.

§12 Près de la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 25 ans et elle réside majoritairement dans les pays en voie de développement. Il est d'une importance capitale que nous investissions dans l'éducation, l'emploi et l'autonomisation des jeunes et des enfants dans l'économie verte. Cela leur permettra de vivre de manière productive et salubre tout en contribuant à la transition vers cette économie. Nous sommes du même avis que le Secrétaire général des Nations Unies qui déclare : ne pas investir dans la jeunesse est une perte à l'économie.

§13 Chaque région, pays et communauté possèdera sa propre économie verte. Elles seront toutes différentes les unes des autres. Nous voulons cependant que le Sommet de la Terre Rio+20 soit d'accord pour que toutes les économies vertes incluent les énoncés suivants :

- s'efforcer d'enrichir le bien-être et la dignité des peuples, non seulement sur le plan économique, mais également en termes de qualité de vie;
- protéger et valoriser toutes les ressources naturelles et les écosystèmes, desquels dépendent toutes formes de vie, et reconnaître les coutumes traditionnelles et les pratiques des peuples indigènes ainsi que des communautés locales;
- investir dans l'éducation et l'entrepreneuriat social qui encouragent les valeurs du développement durable;
- promouvoir une bonne gouvernance et la responsabilité des entreprises; et
- mobiliser les citoyens afin qu'ils conservent l'environnement dans leur vie quotidienne

Section 4 : Les gouvernements et les multinationales doivent se rendre à Rio+20 et arriver aux résultats

§14 Nous ne pouvons plus attendre : nous devons agir maintenant afin que la transition vers une économie verte se fasse de manière rapide et décisive. Bien que nous reconnaissons que chaque pays doit procéder à sa manière, nous demandons aux dirigeants mondiaux de se rendre à Rio avec la volonté politique de réinvestir dans :

- le développement des plans nationaux de transition des économies vertes et les programmes d'action ;
- l'encouragement de la coopération et la coordination entre les gouvernements des pays en voie de développement, en émergence et industrialisés;
- la mise en œuvre de gouvernements socialement responsables aux échelles locale, nationale, régionale et internationale, incluant l'éradication de toute forme de corruption;
- l'atteinte de tous les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2020 avec des réalisations et des résultats tangibles et mesurables;
- la protection des droits humains et le recours aux besoins des jeunes, en particulier ce qui a trait à l'éducation et aux emplois de l'économie verte;
- l'augmentation de l'implication des enfants et des jeunes dans le développement, tout en assurant leur participation à toutes les étapes de la gouvernance du développement durable, y compris le contrôle et l'évaluation;

- l'accès aux services de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive chez les jeunes filles et les femmes, à l'aide de stratégies durables;
- l'élimination de subventions qui nuisent à l'environnement;
- la protection des droits des citoyens activistes;
- la prise en compte des dimensions environnementales et sociales dans les politiques économiques et l'adoption de mesures alternatives pour la promotion des produits locaux;
- le lobbying des institutions médiatiques afin qu'elles accordent plus d'attention aux rapports environnementaux;

§15 Nous demandons aux dirigeants d'entreprises de s'engager collectivement à :

- mettre en pratique la responsabilité sociale et environnementale au moyen d'un nouveau modèle qui assurera une utilisation durable des ressources ;
- être responsables de leurs chaînes de production et de leurs modes de production non durables;
- offrir de la formation, de l'éducation et des fonds pour que les jeunes puissent orienter leurs actions vers une économie verte;
- augmenter les investissements alloués aux recherches scientifiques bénéfiques à l'environnement et au développement;
- amener le monde à prendre conscience des dommages causés par les pratiques non durables des entreprises;

Section 5 : La signification d'une bonne gouvernance pour les enfants et les jeunes

§16 Nous savons que l'adoption de plans d'action au Sommet de la Terre 1992, tel qu'Action 21, n'a pas immédiatement entraîné de transformations et de progrès marqués là où il le fallait (dans les pays, les entreprises, les campus et les communautés). En fait, sa faible mise en œuvre, la corruption et le manque de transparence et de responsabilité ont freiné le progrès nécessaire pour avancer vers un avenir durable. Nous savons qu'il existe déjà des centaines d'accords internationaux qui ont pour but de protéger l'environnement, mais plusieurs d'entre eux ne sont pas mis en pratique sur le terrain.

§17 Au Sommet de la Terre Rio+20, nous devons analyser les forces et faiblesses des institutions internationales établies et évaluer de nouvelles structures qui nous mèneront vers une économie verte et juste. Selon nous, ces structures doivent :

- toujours opter pour la paix et la coopération entre les peuples;
- se pencher sur la mise en œuvre des accords internationaux et des plans d'action existants;
- rendre les gouvernements de tous les niveaux, les multinationales et la société civile responsables de leurs promesses en matière de développement durable;
- Assurer et renforcer la participation des enfants et des jeunes dans le système des Nations Unies;
- promouvoir la mise en œuvre du principe préventif et exiger la réparation de dommages tel qu'appliqué aux nouvelles technologies et pratiques ;
- Adopter les principes du développement durables et responsabiliser les gouvernements par rapport à leurs actions;

§18 Nous savons aussi que ce n'est pas tout. Nous devons appuyer la réforme de la gouvernance nationale et locale. Nous croyons que la bonne gouvernance d'un pays, d'un état, d'une province et d'une ville doit :

- assurer l'accès du public à l'information et à la justice environnementale;
- s'assurer d'inclure tous les actionnaires dans la prise de décisions, tenir compte des opinions et des points de vue des minorités, des démunis, des analphabètes et des jeunes chômeurs;
- combattre activement la corruption;
- protéger et défendre les droits des générations futures.

§19 Ce document est notre déclaration pour défendre la justice environnementale non seulement pour nous-même, mais aussi pour les générations futures.